



Numéro PPQ/

jeudi 11 août 2016

Les grands titres:

- Bulgarie : le chef des droits de l'homme de l'ONU dénonce l'emprisonnement des migrants
- Syrie : le HCR préoccupé par la situation à Alep et les attaques contre des déplacés à Idlib
- A Los Angeles, Ban Ki-moon rencontre des réfugiés réinstallés et encourage les Etats-Unis à en accueillir davantage
- Gaza : des restes explosifs de guerre continuent à poser une menace, deux ans après le conflit
- Le changement climatique est l'un des facteurs d'accroissement des feux de forêt, selon l'ONU
- Nigéria : deux cas de polio signalés, les premiers en deux ans, selon l'OMS

Bulgarie : le chef des droits de l'homme de l'ONU dénonce l'emprisonnement des migrants



Des migrants et demandeurs d'asile, pour la plupart Kurdes de Syrie, s'assoient dans la cour d'une école transformée en centre d'accueil, connu sous le nom de Vrazhdebna, à la périphérie de la capitale bulgare, Sofia. Photo: Jodi Hilton/IRIN

11 août - Emprisonner les migrants n'est pas la solution aux problèmes rencontrés par la Bulgarie en matière de migration, a prévenu jeudi le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, après une visite effectuée par des employés du Haut-Commissariat dans ce pays.

Il s'agissait de la deuxième visite d'employés du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) en Bulgarie au cours des huit derniers mois.

M. Zeid a noté des développements positifs depuis la première visite du HCDH en novembre dernier, notamment le délai fixé à six jours pour l'enregistrement d'une demande d'asile et le professionnalisme de nombreux employés travaillant dans les centres de détention.

Mais de nombreuses politiques et pratiques concernant les migrants et réfugiés suscitent l'inquiétude du HCDH.

« L'un des problèmes les plus graves est que pratiquement toutes les personnes entrant en Bulgarie d'une manière irrégulière sont détenues systématiquement », a déclaré le Haut-Commissaire dans un communiqué de presse. « Pire encore, elles peuvent également être poursuivies et emprisonnées, pendant un an ou plus, si elles essaient de quitter le pays. Le fait de quitter le pays est criminalisé en dépit du droit de toute personne, selon le droit international, de quitter un pays, y compris le leur ».

« Cela signifie que les personnes qui ne sont pas admissibles en vertu de la stricte définition de réfugié, mais ont tout de même des raisons légitimes de ne pas être en mesure de retourner dans leur pays d'origine, n'ont guère d'endroit où aller. Ceci est vraiment inhumain et inacceptable », a-t-il ajouté.

M. Zeid a dit qu'il était en particulier préoccupé par le mépris affiché envers les garanties en matière de procédure régulière et de procès équitable à la Cour régionale de Svilengrad, où la plupart des poursuites pénales pour les passages frontaliers irréguliers ont lieu.



D'autres préoccupations incluent les « refoulements » vers les pays voisins, les possibilités limitées de s'intégrer légalement en Bulgarie, et des allégations persistantes de mauvais traitements et de vols par des fonctionnaires chargés de l'application de la loi aux frontières.

En outre, l'équipe des droits de l'homme de l'ONU a constaté que les conditions dans certains établissements de détention de migrants étaient dégradantes, notamment le centre de transit d'Elhovo, très vétuste et insalubre, dans l'est de la Bulgarie.

Le Haut-Commissaire a regretté que des responsables bulgares, y compris le Premier ministre, et certains médias aient fait de fréquentes déclarations agressives contre les migrants.

« La montée de la xénophobie, de l'islamophobie et du racisme font partie des menaces les plus inquiétantes pour les droits de l'homme en Europe aujourd'hui », a déclaré M. Zeid. « Le gouvernement bulgare ne fait pas assez pour contrecarrer ces tendances alarmantes. De l'avis de certains, il encourage cette intolérance ».

Syrie : le HCR préoccupé par la situation à Alep et les attaques contre des déplacés à Idlib



Un enfant dans les ruines de son école dans le village d'Ainjara, près d'Alep, en Syrie. Photo UNICEF/Khalil Alshawi

11 août - Alors que le conflit ne connaît pas de répit en Syrie, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a exhorté jeudi toutes les parties prenantes à ce conflit à assurer la sécurité et la dignité des civils, en particulier ceux pris au piège à Alep.

« Les familles et les groupes vulnérables pris au piège dans la ville d'Alep font face à des bombardements constants, aux violences et aux déplacements », a déclaré le HCR dans un communiqué de presse.

L'agence onusienne a également exprimé sa profonde préoccupation concernant la recrudescence des attaques contre des personnes déplacées dans le gouvernorat d'Idlib au cours des 10 derniers jours et contre d'autres camps de déplacés et de civils ailleurs dans le pays, qui ont entraîné des pertes civiles et de nouveaux déplacements.

« Ces attaques indiquent un mépris choquant pour la vie des civils. Nous réitérons l'importance de permettre l'accès des populations à des lieux sûrs et de respecter le caractère civil et humanitaire des camps de personnes déplacées », a souligné le HCR.

Lors d'une conférence de presse jeudi à Genève, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, et son Conseiller spécial, Jan Egeland, se sont fait l'écho des préoccupations du HCR.

« Les civils, des deux côtés, à Alep courent de grands risques », ont indiqué MM. de Mistura et Egeland qui ont déclaré que des trêves de trois heures dans les combats à Alep étaient insuffisantes.

« Nous avons besoin de trêves de 48 heures pour que les convois soient réalisables et efficaces », a précisé aux journalistes le Conseiller spécial de M. de Mistura. « Nous avons besoin d'une pause dans les combats qui doit être garantie par la Russie, les États-Unis, le gouvernement (de la Syrie) et les groupes d'opposition armés », a ajouté M. Egeland.

A cette occasion, l'Envoyé spécial a également rappelé que la fin du mois d'août était toujours la date visée pour la poursuite des pourparlers intra-syriens.

A Los Angeles, Ban Ki-moon rencontre des réfugiés réinstallés et encourage les Etats-Unis à en accueillir davantage



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et Madame Ban participent à un événement sur la réinstallation de réfugiés avec l'Association des Nations Unies aux Etats-Unis, le Comité international de secours et la Fondation Annenberg au siège de cette dernière, à Los Angeles. Photo ONU/Mark Garten

11 août - Lors d'une visite à Los Angeles, aux Etats-Unis, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontré mercredi des familles de réfugiés ayant bénéficié d'une réinstallation et en a profité pour encourager les autorités américaines à en accueillir davantage.

« Je viens de rencontrer et d'entendre les histoires de plusieurs familles de réfugiés réinstallés. J'ai fait la même chose ailleurs dans le monde, au Kenya et en Grèce, en Turquie et en Espagne. J'ai été très ému par les difficultés et les espoirs qu'ont racontés les familles aujourd'hui. Elles ont fui des situations très difficiles. Elles peuvent maintenant considérer la Californie comme leur maison », a déclaré M. Ban lors de cette rencontre avec des réfugiés originaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

Cette rencontre était organisée avec le soutien de l'International Rescue Committee, l'Annenberg Foundation et la Fondation des Nations Unies.

Il a salué les efforts de la Californie pour accueillir des réfugiés bénéficiant de programmes de réinstallation.

Le chef de l'ONU a souligné que la crise des réfugiés était une crise concernant avant tout les enfants. « Plus de la moitié des réfugiés et des personnes déplacées dans le monde ont moins de 18 ans », a-t-il noté.

M. Ban a rappelé qu'un Sommet de l'ONU sur les réfugiés et les migrants allait avoir lieu au siège de l'Organisation, à New York, en septembre.

« J'encourage les pays comme les Etats-Unis à continuer de démontrer leur leadership en fournissant un refuge à davantage de réfugiés, y compris des réfugiés syriens », a-t-il dit.

« Continuons à tendre la main aux gens quand ils en ont désespérément besoin. Ne succombons pas aux forces de la peur et de la division. Accueillons les gens dans leurs nouvelles communautés comme des voisins et des amis. Construisons des ponts, pas des murs », a-t-il ajouté.

A Los Angeles, le chef de l'ONU a également participé à un débat public avec le Représentant au Congrès américain, Ed Royce, qui préside la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants.

M. Ban devait se rendre jeudi à San Francisco, où il devait rencontrer le Gouverneur de Californie, Jerry Brown, pour le remercier du soutien de son Etat à la lutte contre le changement climatique.

Le chef de l'ONU devait également rendre visite à celle qu'il considère comme sa « mère américaine », Libba Patterson, âgée de 99 ans. Elle a été sa famille d'accueil en 1962 quand il est venu aux Etats-Unis dans le cadre d'un programme soutenu par la Croix-Rouge.

Gaza : des restes explosifs de guerre continuent à poser une menace, deux ans après le conflit



Un reste de munition dans la cour d'une école dans le quartier de Sheja'eyya, à Gaza ville. Photo UNICEF/Eyad El Baba

11 août - Deux ans après le conflit de 2014 à Gaza, des restes explosifs de guerre continuent à poser une grave menace à la vie et à l'intégrité physique de la population, a indiqué jeudi le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH).

« Bien qu'un grand nombre de restes explosifs de guerre aient été déminés peu après le conflit de 2014 par des organes officiels et officieux, on estime qu'il y a encore à Gaza des restes explosifs qui se trouvent dans les décombres des structures détruites ou bien sont enfouis sous terre », a souligné le BCAH dans un communiqué de presse.

Selon le BCAH, la gravité de la contamination par les restes explosifs est inconnue, mais depuis août 2014, 17 personnes ont été tuées et 100 autres ont été blessées par des restes explosifs, dont 46 enfants.

Dans le cadre d'une stratégie durable pour atténuer les risques posés par les restes explosifs de guerre, le Service de la lutte antimine de l'ONU (UNMAS) se concentre sur les mesures de protection, qui comprennent l'élimination des restes explosifs et le soutien aux efforts de reconstruction et de développement.

Par ailleurs, l'UNMAS soutient le projet d'enlèvement de gravats du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il s'agit de retirer et de traiter en toute sécurité plus d'un million de tonnes de gravats.

Parallèlement, l'UNMAS continue de fournir un leadership et une expertise technique sur la gestion des risques d'explosion à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), à d'autres agences de l'ONU et à des ONG partenaires.

Selon le BCAH, depuis la fin de conflit de 2014, l'UNMAS a assuré le déminage de plus de 40 bombes aériennes présumées présentant un risque pour les communautés et entravant les efforts de reconstruction et de développement.

« Des 131 sites identifiés depuis 2014 avec ce type de bombe, 87 sites ont toujours besoin d'être déminés. Chaque cas peut prendre des semaines à mener à bien et nécessite une équipe d'ouvriers et des équipements lourds. La disponibilité des fonds est alors un facteur limitant pour l'élimination rapide des restes explosifs de guerre qui restent enfouis », a-t-il ajouté.

Le changement climatique est l'un des facteurs d'accroissement des feux de forêt, selon l'ONU



Le chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR), Robert Glasser. Photo: ONU / Mark Garten

11 août - Alors que les incendies de forêt font rage en Californie, au Portugal, en Espagne et en France, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, Robert Glasser, a souligné le lien entre ce type de feux et les conséquences du dérèglement climatique.

« Les feux de forêt sont un type de catastrophe complexe et difficile. Nous pouvons nous attendre à en voir plus alors que les canicules et les sécheresses deviennent plus fréquentes et plus intenses en raison du changement climatique et d'autres facteurs », a dit M. Glaser dans une déclaration faite aujourd'hui depuis Genève.

« L'année dernière a été l'année la plus chaude enregistrée et était supérieure à la moyenne pour le nombre de sécheresses et canicules majeures signalées. Cette année, nous assistons à une tendance similaire avec de nouveaux records de température

établis chaque mois », a précisé le Représentant spécial.

« Le manque de gestion des forêts, la croissance des zones urbaines à proximité des forêts et les incendies d'origine humaine sont tous des facteurs de risque qui doivent être traités par les autorités de gestion des catastrophes », a également pointé M. Glasser. « Le scénario le plus effrayant est lorsque des grandes villes sont menacées comme nous l'avons vu cette semaine dans le cas de Funchal et de Marseille », a-t-il ajouté.

Le rapport d'évaluation global publié en 2013 par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) indique que « l'impact dévastateur des feux de forêt sur les ressources naturelles n'a pas été quantifié ou suffisamment pris en compte ».

« Les incendies affectent de nombreux services écosystémiques, y compris le stockage du carbone, le soutien à la biodiversité, la protection des sources d'eau, la réduction de l'érosion des sols et la dégradation des terres et la régulation du climat », précise l'étude d'UNISDR qui ajoute que de tels feux peuvent maintenant entraîner une perte de services écosystémiques de l'ordre de 146 à 191 milliards de dollars par an.

Nigéria : deux cas de polio signalés, les premiers en deux ans, selon l'OMS



Des personnels de santé vaccinent des enfants contre la poliomyélite au Nigéria.
Photo: IRIN/Aminu Abubakar

11 août - Après plus de deux ans sans virus de la polio au Nigéria, le gouvernement a annoncé jeudi que deux enfants ont été paralysés par la maladie dans l'Etat de Borno, au nord du pays, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Le gouvernement du Nigéria collabore avec l'OMS et d'autres partenaires de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite afin de réagir rapidement et d'éviter que d'autres enfants soient paralysés », a précisé l'agence onusienne dans un communiqué de presse. Cela inclut des campagnes de vaccination à grande échelle et le renforcement des systèmes de surveillance. Ces activités sont également renforcées dans les pays voisins.

« Nous sommes profondément attristés par les informations selon lesquelles deux enfants nigériens ont été paralysés par la polio. Le gouvernement a fait des progrès considérables pour stopper cette maladie paralysante au cours des dernières années. La priorité absolue est maintenant de vacciner rapidement tous les enfants autour de la zone touchée et de veiller à ce qu'aucun autre enfant ne succombe à cette terrible maladie », a déclaré le Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.

Le séquençage génétique des virus suggère que les nouveaux cas sont étroitement liés à une souche du poliovirus sauvage détectée pour la dernière fois dans l'Etat de Borno en 2011.

« Nous sommes convaincus que grâce à une réponse rapide et à une forte collaboration avec le gouvernement nigérian, nous pourrions bientôt débarrasser le pays de la poliomyélite une fois pour toutes », a déclaré le Dr Michel Zaffran, Directeur chargé de l'éradication de la polio au siège de l'OMS.

En 2012, le Nigéria représentait plus de la moitié de tous les cas de polio dans le monde, mais le pays a fait des progrès significatifs, récemment marquant deux ans sans nouveau cas le 24 juillet 2016. Ces progrès ont été le résultat d'un effort concerté de tous les niveaux du gouvernement, de la société civile, des chefs religieux et de dizaines de milliers de travailleurs de la santé, selon l'OMS.

Les deux nouveaux cas au Nigéria soulignent en particulier la nécessité de donner la priorité à la vaccination des enfants dans les zones difficiles à atteindre, comme la région du lac Tchad, qui couvre plusieurs pays et est souvent affectée par des conflits et des mouvements de population.

À l'échelle mondiale, le monde est très près d'atteindre l'objectif d'éradication de la polio. Seuls 21 cas de polio ont été signalés à ce jour en 2016, contre 34 cas à la même période l'an dernier. Seuls deux autres pays enregistrent des cas de polio : le Pakistan et l'Afghanistan.